



Gap, le 13-04-2023

Les organisations syndicales Départementales des Hautes-Alpes viennent de prendre connaissance de la -convocation, le 19 avril, en audition libre d'un militant syndical de Solidaires, pour dégradations et entrave à l'action des secours.

Nous, organisations Cfdt, CGT, FO, FSU, Solidaires, UNSA, CFE-CGC, Cftc des Hautes-Alpes assumons d'avoir organisé un blocage pacifique et sans aucun acte de dégradation devant la Préfecture de Gap le 23 mars de 7h30 à 9h.

Qu'un seul militant puisse être inquiété, alors que nous agissons dans l'unité la plus totale nationalement comme sur le département pour exiger le retrait de la réforme des retraites, est à nos yeux un acte d'intimidation que nous ne pouvons accepter.

L'opération s'est donc résumée à poser des cadenas, de façon symbolique, sur les portes de la Préfecture alors même que nous y avons laissé les clés en libérant calmement les lieux.

Face à un gouvernement sourd à la plus grande mobilisation de contestation et revendicative de ces 30 dernières années, nous condamnons les volontés gouvernementales de provocations et de violences sur des militant.es et des manifestant.es.

Nous luttons encore et toujours pour le retrait de la cette réforme. Nous exigeons l'arrêt de l'enquête.

Nous continuons de lutter pacifiquement dans les grèves, manifestations et blocages avec nos organisations syndicales et sommes en aucune manière responsables d'actes isolés et individuels, extérieurs à nos organisations.

Les organisations syndicales nationales ont déjà prévenu que face à la surdité et les provocations verbales du gouvernement, la situation deviendra explosive. Le premier responsable est bien le Président de la République.

D'ores et déjà nous appelons les syndicalistes et la population à venir soutenir notre camarade et se rassembler devant le commissariat de la Police Nationale à Gap, le 19 avril à partir de 13h30.